

Questions orales

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Question.

M. le Président: Je rappelle au député que je lui ai demandé de poser sa question. Il ne se décide pas à le faire, je vais devoir passer à autre chose.

M. Blaikie: Ma question, monsieur le Président, s'adresse au vice-premier ministre. Comme le gouvernement a reconnu, si l'on en juge par cet avant-projet de communiqué et de motion de voies et moyens, que le projet de loi sur la TPS est insuffisant, ne va-t-il pas enfin se décider à faire ce qu'il faut en ce qui concerne la TPS, c'est-à-dire reconnaître que le projet de loi laisse encore beaucoup à désirer, le retirer et en saisir à nouveau la Chambre de sorte que nous puissions essayer encore une fois de l'améliorer.

L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Non, monsieur le Président, j'ai déjà répondu à cette question.

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, si le gouvernement est disposé à corriger les lacunes que le ministre a dit vouloir corriger, pourquoi ne pas saisir à nouveau la Chambre des communes de ce projet de loi, de sorte que nous puissions en examiner les dispositions insuffisantes sur le chapitre de l'indexation, la façon dont la taxe touche les familles ainsi que toutes les autres injustices que ce projet de loi crée, et apporter des correctifs?

L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, les documents qui portent sur cette taxe et le projet de loi lui-même ont été soumis à la Chambre en 1987, si je ne m'abuse. Si les gens d'en face avaient eu des propositions constructives à présenter, ils l'auraient déjà fait.

* * *

LA SOCIÉTÉ HARBOURFRONT CORPORATION

M. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence): Monsieur le Président, le projet de loi C-73 autorise le ministre des Travaux publics à séparer les fonctions liées au développement et aux programmes de la société torontoise Harbourfront Corporation, en dissolvant cette société et en vendant son actif.

Le ministre nous dira-t-il quels facteurs économiques l'ont incité à accepter une offre de vente qui permettra aux trois promoteurs, Konvey, Rampart et Huang and Danczky de conclure, grâce aux fonds publics, une affaire

de complaisance qui leur a valu un bénéfice de 36,4 millions de dollars?

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, je voudrais que mon collègue d'en face me fournisse la source de ces chiffres farfelus et, j'ose dire, totalement inexacts. Comme il le sait, Darcy McKeough, un administrateur compétent, a examiné en grande partie le plan de Duncan Allan, un fonctionnaire exceptionnel de l'Ontario, et nous avons jugé que la proposition de Darcy McKeough était fort bien accueillie à Toronto.

• (1440)

Le maire de la ville, M. Eggleton, en était satisfait. En fait, bon nombre de gens des médias torontois nous ont félicités d'avoir obtenu l'appui de tant de niveaux de gouvernement pour réaliser un projet aussi valable.

M. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence): Monsieur le Président, il est évident que le ministre ne connaît pas bien la question, parce que l'évaluation financée par le gouvernement révèle que cette affaire ne sent pas bon.

Par exemple, Konvey cède des terrains d'une valeur de 1,2 million de dollars en contrepartie de bénéfices de 6,2 millions de dollars. Rampart abandonne un rendement de 10,6 millions de dollars pour une récompense de 23,1 millions de dollars. Huang and Danczkey abandonne des terrains d'une valeur de 6,1 millions de dollars pour une récompense de 25 millions de dollars.

Des voix: Quelle honte!

M. Volpe: Le ministre mettra-t-il un terme à cette transaction ou se contentera-t-il de laisser cette affaire baigner dans une atmosphère de corruption?

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre des Travaux publics): Si le député s'inquiète ou s'interroge au sujet de cette proposition, il devrait, lui et ses collègues, rencontrer certains des fonctionnaires de l'Ontario, le maire de Toronto et Darcy McKeough pour discuter des prix qui ont cours actuellement dans le secteur immobilier de Toronto, ce qui l'amènera peut-être à réviser ses estimations.

L'hon. Bob Kaplan (York—Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au même ministre. Il prétend que les propositions de Darcy McKeough ont été avalisées par la ville de Toronto. En fait, elles ont été rejetées à 16 contre 1, lundi dernier, parce qu'elles étaient totalement inexactes. Seul le maire a voté en faveur de leur adoption.

Des voix: Oh, oh !

M. MacKay: Je n'ai jamais dit cela.